ML. - 1 - L. 6557/1.

2 4 III 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 février 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des officiers de réserve", a donné le 13 mars 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e februari 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut der reserveofficieren", heeft de 13e maart 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet exécute le titre II de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. Toutefois, certaines de ses dispositions sont prises en exécution, soit de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, soit de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs; ces deux lois devraient être visées dans le préambule, dans les termes suivants :

"Vu la loi du 1er mars 1958 ... ;

Vu la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, notamment les articles 14 à 16;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, notamment l'article 19;

..... ".

\+

\+ +

CHAPITRE Ier. - LE RECRUTEMENT ET L'ACCESSION AU PREMIER GRADE D'OFFICIER.

L'intitulé de ce chapitre gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le recrutement et l'accession au grade de sous-lieutenant de réserve".

.../...

Article 1er.

L'article 1er, alinéa 1er, doit être examiné au regard de l'article 64 des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, qui dispose :

"Les miliciens qui remplissent les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale, sont admis, s'ils le demandent, à concourir pour la formation des cadres de réserve. Ils peuvent être obligés à concourir pour la formation de ces cadres, si le nombre de demandes est inférieur aux nécessités".

C'est donc au Ministre de la Défense nationale qu'il appartient de fixer les conditions que les miliciens doivent remplir pour être admis à concourir pour la formation des cadres de réserve. La participation à cette formation est, en principe, facultative; elle n'est obligatoire que si le nombre de demandes est inférieur aux nécessités.

Eu égard aux termes de la loi, il s'indiquerait de rédiger l'article 1er, comme suit :

"Article 1er.-

Les miliciens au service actif peuvent être, à leur demande ou, au besoin, d'office, désignés pour suivre un cycle de formation d'officiers de réserve.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les conditions qui leur sont imposées à cet effet.

Les sous-officiers et les candidats sous-officiers du cadre actif peuvent être désignés, aux mêmes conditions, pour suivre ce cycle de formation, s'ils le demandent".

\+

\+ \+ .../...

Article 2.

L'article 2 du projet fixe les conditions que doivent remplir, pour être admis dans le cadre de réserve, les officiers de carrière dont la démission a été acceptée, les officiers de carrière mis à la pension et les officiers du cadre de complément.

Les dispositions de cet article 2 ne se concilient pas exactement avec celles de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, ni avec celles de l'arrêté royal du 9 octobre 1951 pris en exécution de cette loi.

L'article 2 du projet prévoit que l'officier doit "avoir introduit sa demande de passage dans le cadre de réserve soit au moment où il offre sa démission, soit au moment où il est proposé pour être mis à la pension", alors que la loi du 14 juillet 1951 prévoit le passage dans les cadres de réserve de l'officier de complément dans diverses autres hypothèses (articles 14 à 16).

Dans la plupart des cas, l'officier de complément sera non pas admis dans le cadre de réserve, mais réintégré dans ce cadre puisqu'il en faisait antérieurement partie.

En disposant enfin en son dernier alinéa que "l'officier visé au présent article passe dans le cadre des officiers de réserve avec son grade et son ancienneté dans ce grade", le projet prend à l'égard de l'officier de complément une disposition qui ne se

conciliera pas nécessairement avec celle qui lui est applicable et selon laquelle "il lui est accordé l'ancienneté et le grade qu'il eût obtenus s'il n'était pas entré dans le cadre de complément" (articles7, alinéa 2,et 10 de l'arrêté royal du 9 octobre 1951).

Il résulte de ces diverses observations que le projet ne devrait pas faire allusion, en son article 2, aux officiers du cadre de complément; des dispositions spéciales existent à leur sujet. S'il fallait apporter des modifications à leur statut, elles devraient s'insérer dans l'arrêté royal du 9 octobre 1951.

L'article 2 dispose que pour être admis dans le cadre de réserve, l'officier doit :

"2° être jugé apte au point de vue physique, moral et professionnel,à exercer en temps de paix et en campagne les fonctions de son grade".

Par souci de concordance avec l'article 4, § 1er, 4°, il y aurait lieu de compléter cette disposition en précisant comment et par qui se fera l'appréciation de cette aptitude.

.../...

Pour répondre à ces observations, il est proposé de rédiger l'article 2 de la manière suivante :

"Article 2.-

Pour être admis dans le cadre de réserve, les officiers de carrière dont la démission de l'emploi a été acceptée et les officiers de carrière mis à la pension doivent remplir les conditions suivantes:

1° ... (comme au projet) ... ;

2° être jugés aptes au point de vue physique, moral et professionnel à exercer en temps de paix et en campagne, les fonctions de leur grade;cette aptitude est appréciée par le Ministre de la Défense nationale, après avis des chefs hiérarchiques.

Les officiers mentionnés au présent article passent dans le cadre des officiers de réserve avec leur grade et leur ancienneté dans ce grade".

\+

\+ \+

Article 3.

L'article 3 reprend les termes de l'article 19 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Il y a, dès lors, lieu de l'omettre.

.../...

L'article 3 ne mentionne pas les officiers auxiliaires du personnel non navigant de la force aérienne. L'article 21 de la loi du 23 décembre 1955 fixe leur situation.

Il appartient au Gouvernement de voir s'il n'y a pas lieu de prendre, à leur égard, une disposition dans le présent projet.

\+

\+ +

Article 4.

En disposant en son § 1er, 1°, que, pour être nommé sous-lieutenant de réserve, il faut être en disponibilité, le projet vise le cas du milicien commissionné sous-lieutenant de réserve.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de nommer sous-lieutenant, le sous-lieutenant commissionné non seulement lorsqu'il est en disponibilité, mais , éventuellement, également en période de rappel, il y aurait lieu de préciser cette disposition, qui pourrait être rédigée comme suit :

"1° avoir, s'il s'agit d'un milicien, terminé le terme de service actif imposé par la loi; être en congé illimité ou avoir obtenu la démission de son emploi s'il s'agit d'un militaire des cadres actifs ou d'un sous-officier de carrière".

.../...

L'article 4, § 1er, 3°, serait mieux rédigé comme suit :

"3° avoir suivi avec succès le cycle de formation de candidat officier de réserve, qui comprend :

a) une période de formation dans un établissement d'entraînement militaire;

b) un stage probatoire dans un emploi de sous-lieutenant ou dans un emploi équivalent; ce stage peut comporter un ou plusieurs rappels aux conditions fixées par le Ministre de la Défense nationale".

Le texte néerlandais de l'article 4, § 1er, 4°, serait mieux rédigé comme suit :

"4° lichamelijk , zedelijk en professioneel geschikt bevonden zijn om de functies van officier uit te oefenen. Over deze geschiktheid oordeelt in laatste instantie de Minister van Landsverdediging, na advies van de hiërarchische chefs".

L'article 4, § 2, du projet a trait à l'octroi de la commission au grade de sous-lieutenant. Il serait plus clair de le fusionner avec l'article 5, qui est relatif au retrait de cette commission.

Suivant l'article 56 de la loi du 1er mars 1958, le Ministre de la Défense nationale apprécie les qualités morales du candidat non seulement avant sa nomination, mais également avant sa commission. L'appréciation de l'aptitude du candidat étant rappelée dans l'article 4, § 1er, 4°, il y aurait lieu de la rappeler également dans le § 2, alinéa 1er.

.../...

L'article 2 du décret du 20 juillet 1831 dispose que "tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers de la garde civique et de l'armée et, en général, tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque seront tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment dans la teneur qui suit : ... ".

Le § 2, alinéa 2, de l'article 4 du projet, en disposant que "le sous-lieutenant milicien prête le serment prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831", ne fait que répéter l'article 2 de ce décret. Sous les termes "officiers de l'armée", il faut comprendre, étant donné la généralité des termes employés, les officiers de réserve comme ceux de carrière. C'est en ce sens que le décret du 20 juillet 1831 a toujours été interprété (C.M. du 16 janvier 1945 portant instruction relative à la prestation de serment des officiers - A , 1°).

Le Conseil d'Etat avait déjà émis une observation identique dans son avis relatif au projet qui devint la loi du 1er mars 1958 (sess. 1956-1957, Chambre des Représentants, Doc. parl. 681/1, page 26).

L'alinéa 2 du § 2 de l'article 4 du projet peut, dès lors, être omis.

\+

\+ \+

.../...

Article 5.

L'article 58 de la loi du 1er mars 1958 laisse au Roi le soin de régler les modalités de retrait de la commission. Il ajoute, toutefois, en son troisième alinéa, que : "le retrait est obligatoire lorsque le sous-lieutenant milicien ne satisfait pas aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination au grade de sous-lieutenant de réserve".

L'article 5 du projet ne fait pas allusion au retrait obligatoire de la commission, car il ne doit régler que les modalités du retrait facultatif de la commission. Il semble qu'il soit préférable, dans le cas d'espèce, bien que cela constitue une répétition d'une disposition légale, de rappeler qu'il existe un retrait obligatoire de la commission.

En disposant en ces termes : "ce retrait Nous est proposé par le Ministre de la Défense nationale dans un rapport motivé établi sur proposition ou après consultation des chefs hiérarchiques", l'article 5, alinéa 2, ne se concilie pas avec le projet d'arrêté royal relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 24 novembre 1958 (projet L.6330).

.../...

L'article 2 du projet de texte rédigé par le Conseil d'Etat dispose que la commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée notamment :

"3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission".

Une telle disposition s'applique, étant donné la généralité de ses termes, au retrait de la commission de sous-lieutenant de réserve comme au retrait de la commission de sous-lieutenant de carrière.

Il y aurait dès lors lieu de modifier l'article 5, alinéa 2, pour le mettre en concordance avec cette disposition.

L'article 5, alinéa 3, dispose que "le Ministre de la Défense nationale fixe la situation militaire de l'intéressé compte tenu des motifs du retrait de la commission".

Comme il ne peut s'agir de décisions arbitraires, il y a lieu de compléter cet alinéa en prévoyant que le Ministre fixera les critères selon lesquels la situation militaire individuelle des intéressés sera établie.

.../...

Pour répondre à ces diverses observations, il est proposé de fusionner l'article 4, § 2, alinéa 1er, et l'article 5, dans le texte suivant :

"Article 5.-

§ 1er. Le milicien candidat officier de réserve peut être commissionné au grade de sous-lieutenant de réserve au cours du stage probatoire prévu à l'article 4, 3°, b, s'il remplit les conditions suivantes :

1° avoir accompli au moins douze mois de service actif;

2° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier; ces qualités sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale, après avis des chefs hiérarchiques.

La commission au grade de sous-lieutenant de réserve des miliciens candidats officiers de réserve médecins, pharmaciens et dentistes, n'est pas soumise à la condition mentionnée au 1°.

§ 2. La commission au grade de sous-lieutenant de réserve est retirée au sous-lieutenant milicien qui ne satisfait pas aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination au grade de sous-lieutenant de réserve.

La commission au grade de sous-lieutenant de réserve peut être retirée au sous-lieutenant milicien :

.../...

1° pour inaptitude physique, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme;

2° pour inaptitude morale ou professionnelle, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale établi suite aux propositions ou après consultation des chefs hiérarchiques; les avis de ces derniers sont contresignés par l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale fixe la situation militaire de l'intéressé dont la commission au grade de sous-lieutenant de réserve a été retirée.

Il prend cette décision, en raison des motifs de ce retrait suivant les critères qu'il fixe".

\+

\+ +

Article 6.

L'article 6 du projet dispose :

"Tout supérieur hiérarchique d'un rang au moins égal à celui de chef de corps, qui estime qu'un officier de réserve a fait preuve d'incapacité professionnelle à l'occasion d'une de ses prestations, peut proposer qu'il soit démis d'office de son grade.

Cette proposition est appuyée d'un rapport circonstancié; la procédure des articles 23 et 24 est suivie pour le surplus".

.../...

Cette disposition exécute l'article 59, 2°, de la loi du 1er mars 1958, suivant lequel l'officier de réserve peut être démis d'office de son grade "s'il a fait preuve d'incapacité professionnelle à l'occasion de ses prestations".

Cette mesure doit être prise par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale.

Les articles 23 et 24 du projet prévoient la rédaction d'un rapport circonstancié, les avis des chefs hiérarchiques et le dépôt d'un mémoire par l'officier en cause.

L'article 6 du projet appelle une première observation. Il ne peut trouver sa place dans le chapitre Ier, qui a trait au recrutement et à l'accession au premier grade d'officier. Il devrait constituer à lui seul un chapitre, intitulé : "La démission d'office du grade pour incapacité professionnelle", chapitre qui pourrait suivre directement celui ayant trait au régime disciplinaire.

Cet article suscite une seconde observation. Suivant l'article 31 du projet, le conseil d'enquête chargé de donner un avis sur des faits disciplinaires susceptibles d'entraîner la démission d'office par mesure disciplinaire, doit statuer sur la réalité des faits reprochés. Il peut se faire qu'il estime que les faits sont constants, mais n'ont pas de caractère disciplinaire et que, au contraire, ils ne révèlent qu'une incapacité professionnelle dans le chef de l'officier intéressé.

.../...

Le projet d'arrêté relatif aux officiers de carrière au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 26 juin 1958 (L.6222) prévoit que, dans ce cas, le Ministre soumet au Roi un projet d'arrêté motivé qui prononcera la mise à la pension pour inaptitude.

Il s'indique de prévoir, dans le projet, une disposition similaire; en l'absence de celle-ci, une interprétation stricte des textes amènerait à conclure à l'obligation de recommencer la procédure prévue aux articles 23 et 24, bien que le conseil d'enquête ayant donné son avis, une procédure plus complète eût été suivie.

Pour tenir compte de cette observation, il est proposé de compléter l'article 6 par la disposition suivante :

"Lorsque les faits déclarés constants par le conseil d'enquête prévu au chapitre V ne relèvent pas de la discipline militaire, mais sont considérés par le Ministre de la Défense nationale comme révélant l'incapacité professionnelle de l'officier en cause, il Nous soumet un projet d'arrêté motivé qui prononcera la démission d'office du grade pour incapacité professionnelle, sans qu'il y ait lieu de suivre la procédure fixée à l'alinéa 1er".

Le texte néerlandais de l'article 6 serait, par ailleurs, mieux rédigé comme suit :

"Iedere hiërarchische chef met een rang ten minste gelijk aan die van korpscommandant kan de reserveofficier, die hij bevindt blijk te geven van beroepsonbekwaamheid in een van zijn prestaties, voor ontslag van ambtswege uit zijn graad voorstellen.

Dit voorstel wordt door een omstandig verslag gestaafd; voor het overige wordt de bij de artikelen 23 en 24 voorgeschreven procedure gevolgd".

\+

\+ \+

.../...

CHAPITRE II. - LES PRESTATIONS VOLONTAIRES.

Article 7.

Suivant l'article 7, § 1er, l'autorisation de servir peut être révoquée ad nutum. Comme une telle interprétation n'est pas celle du Gouvernement qui entend pouvoir révoquer l'autorisation uniquement si l'officier ne donne pas satisfaction, il faut préciser, dans le texte, d'une manière générale, la raison de la révocation.

Pour le surplus, l'article 7 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 7.-

§ 1er. L'officier de réserve, autorisé à servir par application de l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958, signe un engagement d'une année dont les six premiers mois constituent un stage.

L'officier de réserve qui a appartenu au cadre des officiers de carrière, des officiers de complément ou des officiers auxiliaires de la force aérienne, n'est pas soumis à ce stage.

Durant le stage, si la conduite ou la manière de servir de l'officier de réserve ne donne pas satisfaction, le Ministre de la Défense nationale peut retirer l'autorisation de servir moyennant préavis d'un mois.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale peut, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, autoriser, dans les limites fixées par la loi, l'officier de réserve à renouveler son engagement à la fin de chaque année de service.

Si cette autorisation lui est refusée, l'intéressé en est averti un mois au moins avant l'expiration de l'engagement en cours.

§ 3. L'officier de réserve qui a terminé le stage prévu au § 1er, est, à sa demande, mis en disponibilité dans un délai d'un mois".

\+

\+ +

Article 8.

L'article 8, § 1er, alinéas 1er et 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"L'officier de réserve autorisé à servir par application de l'article 63 de la loi du 1er mars 1958, peut être mis en disponibilité à tout moment moyennant préavis de trois mois, si sa conduite ou sa manière de servir ne donne pas satisfaction.

Ce délai est réduit à un mois en ce qui concerne les anciens officiers de carrière ou de complément et les anciens officiers auxiliaires de la force aérienne".

.../...

L'article 8, § 1er, alinéa 3 , dispose que : "le préavis peut être réduit et même supprimé si le maintien de l'intéressé en activité présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service".

Insérée dans l'article 8, § 1er, une telle disposition ne peut s'appliquer qu'aux délais de trois ou d'un mois, dont il est question dans ce paragraphe.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de rendre également cette disposition applicable à l'article 7 du projet, il y aurait lieu de rédiger cet alinéa sous forme d'article distinct, dans les termes suivants :

"Les délais de préavis dont il est question à l'article 7, § 1er, et à l'article 8, § 1er, peuvent être réduits et même supprimés si le maintien de l'officier de réserve en activité présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat pose la question de savoir si les dispositions du chapitre II ne rendent pas nécessaires des mesures transitoires en faveur des officiers de réserve qui effectuent, actuellement, des rappels de longue durée. De telles dispositions devraient trouver leur place dans le chapitre VIII du projet.

\+

\+ +

.../...

CHAPITRE III. LES CORPS.

Article 10.

L'article 10, § 2, du projet a trait au transfert d'office d'un officier de réserve d'une force à une autre ou, à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, il faut entendre par "transfert d'office" non seulement le transfert prévu à l'article 74, § 2, de la loi du 1er mars 1958, mais également celui que peut ordonner le Roi en application de l'article 31 de la même loi, "lorsqu'une modification dans l'organisation des forces armées impose une nouvelle répartition des officiers".

Tout comme pour les officiers de carrière (article 38 de la loi du 1er mars 1958), ces transferts ne provoquent, ni l'un ni l'autre, de perte d'ancienneté.

Il est dès lors proposé de rédiger l'article 10, § 2, comme suit :

"§ 2. L'officier de réserve transféré d'office d'une force à une autre ou, à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre, par application des articles 31 et 74, § 2, de la loi du 1er mars 1958, y passe avec son grade et son ancienneté de sous-lieutenant; .... (la suite comme au projet)".

.../...

Par souci de concordance avec les dispositions similaires applicables aux officiers de carrière (projet L.6222, article 23, tel qu'il a été proposé par le Conseil d'Etat), il y aurait lieu de rédiger le § 3 de l'article 10 de la manière suivante :

"§ 3. L'officier que le classement prévu au § 1er ou au § 2 aurait pour effet de ranger parmi les officiers d'un grade inférieur au sien, sera classé provisoirement à la suite des officiers de son grade jusqu'à la nomination à ce grade de tous les officiers de son corps, nommés au grade de sous-lieutenant à la même date que lui, qui suivent une carrière normale et dont l'ancienneté relative est supérieure à la sienne; à ce moment, il sera procédé à son classement parmi les officiers de son grade.

L'officier que le classement prévu au § 1er ou au § 2 aurait pour effet de ranger parmi les officiers d'un grade supérieur au sien, sera classé provisoirement en tête des officiers de son grade, jusqu'à sa promotion au grade supérieur; à ce moment, il sera procédé à son classement parmi les officiers de son grade".

+

+ +

.../...

CHAPITRE IV. - L'ANCIENNETE POUR L'AVANCEMENT DE GRADE. L'AVANCEMENT DE GRADE.

Article 11.

L'article 11, § 4, dispose :

"Le Roi peut, dans l'arrêté de nomination, fixer un rang d'ancienneté à une date antérieure à la nomination, notamment en vue de reclasser au rang qui eût été le leur s'ils avaient obtenu une promotion dans le cadre des officiers de carrière, les officiers de réserve issus de ce cadre et qui y ont été dépassés".

L'on peut se demander si une telle disposition ne vient pas ajouter à l'article 78 de la loi du 1er mars 1958 qui, afin de ne pas déroger au principe de la nomination à l'ancienneté aux grades d'officier subalterne, a permis au Roi de rétablir l'ordre d'ancienneté avec effet rétroactif si, lors des nominations, cet ordre n'avait pu être suivi.

Il faut répondre à cette question par la négative, car le Roi trouve dans l'article 75 de cette loi le pouvoir de fixer l'ancienneté pour l'avancement à n'importe quel grade; en ce qui concerne les grades d'officier subalterne, en prenant l'article 11, § 4, le Roi ne fait que respecter le principe de la nomination à l'ancienneté inscrit dans l'article 78 de cette loi.

.../...

Dans un but de simplification, il est proposé de rappeler dans l'article 11, § 4, la compétence accordée au Roi par l'article 78, alinéa 3, de la loi du 1er mars 1958. Ce § 4 pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"§ 4. Le Roi peut nommer avec effet rétroactif afin de rétablir l'officier de réserve dans son rang d'ancienneté :

1° l'officier de réserve qui, en raison de circonstances spéciales, n'a pu être promu à son tour d'ancienneté à un grade d'officier subalterne;

2° l'officier de réserve, ancien officier de carrière, qui, dans le cadre des officiers de carrière, avait été dépassé".

L'article 11, § 5, prévoit la fixation d'une ancienneté de sous-lieutenant fictive pour divers officiers de réserve ayant fait partie du cadre des officiers de carrière ou ayant servi comme officiers auxiliaires à la force aérienne. Une telle disposition est rendue nécessaire par le fait que l'avancement dans le cadre de carrière ou dans le cadre des officiers auxiliaires de la force aérienne est plus rapide que dans le cadre de réserve.

.../...

Mais si ceci est vrai pour les officiers dont il est fait mention dans cet article 11, § 5, ce l'est également pour les officiers de carrière versés dans le cadre de réserve à la suite de leur admission à la pension ; ce l'est aussi pour les officiers auxiliaires ayant terminé leur engagement; ce l'est enfin pour les officiers du cadre de complément admis dans le cadre de réserve par application des articles 14 à 16 de la loi du 14 juillet 1951.

Pour être complet, il faudrait donc rédiger l'article 11, § 5, de la manière suivante :

"§ 5. Au moment où un officier de carrière , un officier auxiliaire de la force aérienne ou un officier de complément est versé dans le cadre des officiers de réserve, il lui est conféré, en vue de l'avancement, une nouvelle ancienneté de sous-lieutenant comprise entre celle de l'officier qui le précède et celle de l'officier qui le suit immédiatement dans son grade".

\+

\+ \+

Article 12.

La première phrase du § 1er de l'article 12 devrait former un paragraphe séparé; elle ne peut former un tout avec les autres dispositions de ce paragraphe.

.../...

La seconde phrase du § 1er devrait former un § 2 qui commencerait par les mots :

"Les officiers de réserve ne peuvent ... (la suite comme au projet)....".

La seconde disposition du § 1er émet un principe auquel les paragraphes 2 et 3 dérogent. Ces deux paragraphes ne devraient dès lors en former qu'un seul, qui débuterait par les mots :"

"§ 3. Par dérogation au § 2 :

1° l'avancement ... (la suite comme au § 2) ;

2° .... (comme au § 3) ... ".

\+

\+ +

Article 13.

Le § 2, alinéa 2, et le § 3, alinéa 1er, de l'article 13 du projet ayant trait à la même matière devraient faire l'objet d'un même paragraphe.

Suivant le § 3, alinéa 1er, du projet, l'officier de réserve candidat à un grade d'officier subalterne peut être retardé dans son avancement pour des raisons d'ordre disciplinaire ou d'ordre professionnel. L'article 78 de la loi du 1er mars 1958 dispose, en effet, que "les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté aux officiers qui satisfont aux conditions d'aptitude déterminées par le Roi"; il en résulte que les officiers qui ne répondent pas à ces conditions peuvent être retardés.

La loi n'a cependant pas prévu de manière expresse comment doit s'effectuer le réexamen de la candidature de l'officier qui a été dépassé. En l'absence de texte, il faut admettre que cet officier reste toujours candidat lors des promotions suivantes à ce grade jusqu'à ce qu'il soit atteint par la limite d'âge ou par toute autre cause d'exclusion (C.E. KOKELBERGH, 4 décembre 1953, Rec. DUMONT et BAEYENS, p. 1374); il faut également admettre qu'il y a obligation de procéder à un nouvel examen de la candidature lorsqu'un fait nouveau est intervenu (C.E. MATHIEU, 13 juin 1952, Rec. DUMONT et BAEYENS, p. 565).

Pour les officiers de carrière, l'article 39 de la loi du 1er mars 1958 prévoit en son § 2 que la candidature de l'officier dépassé peut être réexaminée et qu'un dernier examen aura lieu dans le courant de la cinquième année à dater du premier examen qui en a été fait; cet article ajoute que l'officier qui n'a pas été promu après ce dernier examen ne participe plus à l'avancement.

.../...

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre à l'égard de l'officier de réserve une disposition similaire, il y aurait lieu de compléter le texte de l'article 13, § 3, alinéa 1er.

\+

\+ +

La fusion du § 2, alinéa 2, et du § 3, alinéa 1er, permet la simplification de ce dernier.

Tenant compte de l'observation relative au réexamen de la candidature de l'officier dépassé, il est proposé de rédiger le § 3 de l'article 13 de la manière suivante :

"§ 3. Les aptitudes et mérites de l'officier de réserve, candidat à un grade d'officier subalterne, sont appréciés par le Ministre de la Défense nationale, après consultation des chefs hiérarchiques; tout avis défavorable de ces derniers est vicé par l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire.

Les officiers de réserve, candidats à un grade d'officier subalterne, peuvent être retardés dans leur avancement, si leur conduite ou leur manière de servir ne donne pas satisfaction, ou si une peine ou une mesure disciplinaire leur a été infligée.

La candidature à un grade d'officier subalterne de l'officier dépassé peut être réexaminée; un dernier examen aura lieu dans le courant de la cinquième année à dater du premier examen qui en a été fait. L'officier qui n'a pas été promu après ce dernier examen, ne participe plus à l'avancement".

Le § 3, alinéa 2, du même article 13 devrait constituer un paragraphe distinct. Il pourrait être rédigé comme suit :

"§ 4. Le § 3 est applicable pour la nomination au grade de sous-lieutenant de réserve, des officiers commissionnés au grade de sous-lieutenant de réserve".

\+

\+ \+

Article 14.

L'article 14 du projet dispose que les candidatures aux grades d'officier général ou supérieur doivent être soumises "à l'examen d'un comité d'avancement".

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, la réglementation relative aux comités d'avancement prévus dans le statut des officiers de carrière, est applicable.

Il y aurait lieu, dès lors, de rédiger l'article 14 de la manière suivante :

"Article 14.-

Les candidatures aux grades d'officier général et d'officier supérieur de réserve sont soumises aux comités d'avancement compétents suivant la réglementation applicable aux officiers de carrière".

\+

\+ \+

.../...

Article 15.

L'article 15, § 2, 1°, dispose que "sont exemptés des épreuves de candidat major de réserve :

1° dans les mêmes conditions que les officiers de carrière, l'officier de réserve porteur d'un des brevets visés à l'article 40 de la loi du 1er mars 1958 ...".

En disposant que les officiers de réserve sont exemptés "dans les mêmes conditions que les officiers de carrière", cet article soulève diverses questions.

Le projet d'arrêté royal concernant les épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière en vue de leur accession au grade de major au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 12 janvier 1959 (projet L. 6506) prévoit, pour les officiers porteurs de certains brevets, des exemptions totales ou partielles. Pour que des exemptions partielles puissent être accordées aux candidats major de réserve dans les mêmes conditions qu'aux officiers de carrière, il faudrait prévoir, comme le faisait l'article 13 de l'arrêté royal du 15 mars 1954, que le programme des épreuves professionnelles est identique pour ces deux cadres d'officiers.

.../...

L'article 13 de l'arrêté royal du 15 mars 1954, après avoir prévu l'identité de programme, ajoute que "néanmoins pour certaines armes, services ou catégories dont les spécialités sont bien déterminées, le Ministre de la Défense nationale peut limiter l'examen professionnel de major de réserve à la connaissance d'une de ces spécialités".

Une telle dérogation devrait être prévue dans le projet, si le Gouvernement se rallie à la suggestion qui vient d'être faite.

Le projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de major de carrière (projet L. 6506) prévoit également la dispense de certaines épreuves en faveur des candidats major du service de santé, membres d'une académie ou agrégés d'enseignement supérieur.

Une telle exemption ne doit-elle pas être également prévue dans le projet?

Pour répondre à ces observations, il y aurait lieu de rédiger l'article 15, § 1er et § 2, de la manière suivante :

"Article 15.

§ 1er. Des épreuves professionnelles sont imposées à l'officier de réserve pour l'accession aux grades de capitaine, de major, de lieutenant-colonel, de colonel et de général-major de réserve.

.../...

Le programme de ces épreuves est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Toutefois, le programme des épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major de réserve est celui des épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major de carrière; néanmoins, pour certains corps dont les spécialités sont bien déterminées, le Ministre de la Défense nationale peut limiter l'épreuve professionnelle de major de réserve à la connaissance d'une de ces spécialités.

§ 2. Les officiers de réserve qui remplissent les conditions exigées des officiers de carrière pour obtenir dispense totale ou partielle des épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major, obtiennent ces dispenses pour l'accession au grade de major de réserve.

Les officiers de réserve issus du cadre des officiers de carrière sont dispensés des épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major s'ils ont satisfait à ces épreuves comme candidats major de carrière; ils sont dispensés des épreuves linguistiques s'ils ont satisfait à ces épreuves comme candidats major de carrière".

.../...

L'article 15, § 3, gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 3. L'officier de réserve issu du cadre des officiers de carrière qui, dans ce cadre, a subi un échec définitif aux épreuves professionnelles pour l'accession au grade de major, n'est plus autorisé à présenter les épreuves pour l'accession au grade de major de réserve.

Si par contre, il a subi, dans le cadre de carrière, un échec définitif aux épreuves linguistiques pour l'accession au grade de major, il peut présenter les épreuves linguistiques prévues pour l'accession au grade de major de réserve".

L'article 15, § 4, donne au Ministre le pouvoir de dispenser de certaines épreuves les anciens officiers de carrière et les anciens officiers auxiliaires. Si le Gouvernement entendait prévoir également de telles dispenses pour les anciens officiers du cadre de complément, il y aurait lieu de compléter ce paragraphe.

.../...

L'article 15, § 4, gagnerait, pour le surplus, à être rédigé comme suit :

"§ 4. Le Ministre de la Défense nationale peut dispenser de tout ou partie des épreuves pour l'accession aux grades de capitaine, de lieutenant-colonel, de colonel et de général-major de réserve, l'officier de réserve issu du cadre des officiers de carrière, des officiers de complément et des officiers auxiliaires de la force aérienne.

Le Ministre de la Défense nationale fixe les règles relatives à l'octroi de ces dispenses; toutefois, la dispense des épreuves pour l'accession aux grades de lieutenant-colonel, de colonel et de général-major ne peut être accordée qu'après consultation du comité d'avancement compétent pour donner un avis sur la candidature à ce grade".

\+

\+ \+

Articles 16 et 17.

Le texte néerlandais de ces articles serait mieux rédigé comme suit :

"Artikel 16.-

§ 1. De reserveofficier die twee jaar na de normale datum waarop hij tot de hogere graad had kunnen worden bevorderd, de prestaties niet heeft verricht en het examen niet heeft afgelegd welke voor de bevordering tot deze graad vereist zijn, wordt geacht voorgoed van bevordering te hebben afgezien ... (voorts als in het ontwerp) ...

.../...

De Minister van Landsverdediging mag langere termijnen vaststellen ten behoeve van reserveofficieren die verblijf houden in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland, alsook voor militaire magistraten en griffiers.

§ 2. De reserveofficier die uit het kader der beroepsofficieren komt en die van bevordering heeft afgezien terwijl hij tot dat kader behoorde, mag in het reservekader niet meer mededingen voor de bevordering. Mocht deze officier zich nochtans... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 17.-

Officieren die krachtens de bepalingen van artikel 7 dienst doen, mogen tijdens die dienstverbintenis niet tot een graad van hoofd- of opperofficier bevorderd worden".

\+

\+ \+

Article 18.

L'article 18, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 18.-

§ 1er. Ne peut dépasser le grade de lieutenant-colonel de réserve :

1° l'officier de réserve recruté en vertu de l'article 54 de la loi du 1er mars 1958;

.../...

2° l'officier de réserve, issu du cadre des officiers de carrière, des officiers de complément ou des officiers auxiliaires de la force aérienne, qui est passé dans le cadre de réserve avec un grade d'officier subalterne;

3° l'officier de réserve de la force navale entré dans le cadre de réserve en vertu du recrutement spécial qui était prévu par l'article 38 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale".

\+

\+ \+

CHAPITRE V. - LE REGIME DISCIPLINAIRE.

Article 20.

L'article 20, § 1er, alinéa 1er, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 20.-

En temps de paix, l'officier de carrière a le commandement sur les officiers de réserve du même grade, quelle que soit leur ancienneté dans ce grade".

.../...

L'article 20, § 1er, alinéa 3, ne s'applique, selon ses termes mêmes, qu'aux seuls officiers de réserve "issus des miliciens". Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que cette formule est trop restreinte et que cet alinéa doit s'appliquer à tous les officiers de réserve qui effectuent des prestations prévues par l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958.

Pour répondre à ces intentions, il y aurait lieu de rédiger l'article 20, § 1er, alinéa 3, de la manière suivante :

"L'officier de réserve qui effectue des prestations prévues à l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958 a le commandement sur les officiers de réserve de même grade, dès qu'il a accompli, s'il en est tenu, le stage prévu à l'article 7, § 1er, du présent arrêté".

L'article 20, § 2, fixe les règles de la subordination "en temps de guerre". Il résulte de ce texte que le temps de guerre comprend celui de la mobilisation des forces armées. Il est, dès lors, préférable de rédiger le liminaire de cet article d'une manière similaire à celle de l'article 15, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1954 :

.../...

"En temps de guerre et de mobilisation des forces armées, la subordination est réglée comme suit :

...".

Dans son avis (L. 4038 du 3 février 1954), concernant le projet qui est devenu l'arrêté royal du 15 mars 1954 relatif au statut des officiers de réserve, le Conseil d'Etat avait déjà fait observer que les règles de subordination applicables aux officiers de réserve étaient différentes de celles qui sont prévues par le règlement de discipline. Une observation identique doit être faite en ce qui concerne l'article 20 du projet.

Les règles de subordination que cet article prévoit ne sont pas identiques à celles de l'article 1er, b, du règlement de discipline tel qu'il a été approuvé par l'arrêté du 30 mai 1916; elles diffèrent également de celles de l'article 1er, b, du texte de ce règlement dans sa réimpression de 1945.

Aussi bien un projet d'arrêté royal relatif à la discipline militaire est actuellement soumis à l'avis de la section de législation; il abroge notamment les dispositions du règlement de discipline qui viennent d'être rappelées.

+

\+ +

.../...

Article 21.

L'article 21 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 21.-

§ 1er. L'avertissement ou le blâme est infligé par le chef de corps, par une autorité hiérarchique supérieure ou par les autorités territoriales, à l'officier de réserve en disponibilité qui manque à ses devoirs.

§ 2. La réprimande est infligée par le Ministre de la Défense nationale, soit d'office, soit sur proposition de l'une des autorités mentionnées au § 1er, à l'officier de réserve en disponibilité qui manque gravement à ses devoirs.

§ 3. Si les faits reprochés sont graves et incompatibles avec l'état d'officier, l'officier de réserve en disponibilité peut être démis de son grade dans les conditions définies aux articles 22 à 31".

\+

\+ \+

Article 29.

Afin de ne pas faire allusion à une disposition de l'arrêté royal relatif au statut des officiers de carrière, disposition toujours susceptible d'être modifiée, il serait préférable de rédiger l'article 29, § 1er, de la manière suivante :

.../...

"§ 1er. Le conseil d'enquête est présidé par l'officier qui préside le conseil d'enquête prévu pour les officiers de carrière".

En disposant en son article 29, § 2, que les officiers de réserve, membres du conseil d'enquête, doivent être "issus, sauf impossibilité, de la même source de recrutement que l'officier en cause", le projet accorde à cet officier une garantie.

Et cependant une telle disposition semble laisser au Ministre de la Défense nationale la liberté la plus grande d'apprécier le point de savoir s'il y a ou non impossibilité de réunir des officiers de réserve répondant à cette condition.

Suivant la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat, "toute règle qui s'impose "en principe" exclut la décision arbitraire, alors même que les raisons qui justifient l'exception sont appréciées discrétionnairement par l'autorité compétente" (C.E. COUCKE, 12 juillet 1957, n° 5772); il résulte de cette jurisprudence que toute dérogation doit être motivée ou doit, tout au moins, reposer sur des motifs révélés par le dossier.

Une telle jurisprudence serait d'application dans les cas prévus à l'article 29, § 2.

.../...

Il y aurait, dès lors, lieu soit de définir les hypothèses dans lesquelles cette impossibilité existe, soit de prévoir que le Ministre doit motiver sa décision de ne pas désigner comme membres des officiers de réserve issus de la même source de recrutement que l'officier en cause.

Dans la seconde hypothèse qui paraît plus heureuse, le § 2 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque le Ministre de la Défense nationale ordonne la formation d'un conseil d'enquête, il désigne comme membres, un officier de carrière et trois officiers de réserve; ces membres, ainsi qu'un suppléant pour chacun d'eux, sont choisis par le Ministre de la Défense nationale sur une liste de seize noms que le président du conseil d'enquête lui présente.

Les officiers de réserve, membres et membres suppléants du conseil d'enquête, doivent être issus de la même source de recrutement que l'officier en cause; le Ministre de la Défense nationale ne peut déroger à cette règle que par décision motivée par l'impossibilité de réunir, en temps opportun, des officiers de réserve répondant à cette condition".

\+

\+ \+

.../...

Article 30.

Afin de ne pas faire allusion à des dispositions de l'arrêté royal relatif au statut des officiers de carrière, dispositions toujours susceptibles d'être modifiées, il serait préférable de rédiger l'article 30 de la manière suivante :

"Article 30.-

La convocation de l'officier en cause devant le conseil d'enquête, la récusation des membres de celui-ci, la procédure à suivre devant lui et la notification de ses décisions sont réglées par les dispositions réglementaires qui ont trait au conseil d'enquête prévu pour les officiers de carrière".

\+

\+ \+

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 32.

En disposant que "la réglementation relative aux conseils d'honneur des officiers de carrière est applicable aux officiers de réserve", le projet rend notamment applicables les dispositions relatives à la composition de ces conseils d'honneur.

.../...

Lorsqu'un officier de réserve sera en cause, le conseil d'honneur ne comprendra qu'un seul officier de réserve, les autres membres étant des officiers de carrière.

Si le Gouvernement entendait composer différemment le conseil d'honneur qui doit connaître de faits reprochés à un ou plusieurs officiers de réserve en disponibilité, il y aurait lieu d'apporter à l'article 32 les modifications nécessaires.

L'article 32, alinéa 2, dispose :

"L'officier de réserve qui siège au conseil d'honneur lorsqu'un officier de réserve est mis en cause, doit être, sauf impossibilité, issu de la même source de recrutement que l'intéressé".

Une telle disposition appelle une observation identique à celle qui est formulée concernant l'article 29, § 2. Pour y répondre, il y aurait lieu de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"L'officier de réserve qui siège au conseil d'honneur lorsqu'un officier de réserve est mis en cause, doit être issu de la même source de recrutement que l'officier intéressé; il ne peut être dérogé à cette règle que par décision motivée par l'impossibilité de désigner en temps opportun, un officier de réserve répondant à cette condition".

\+

\+ \+

.../...

Article 33.

L'article 33 exécute l'article 72 de la loi du 1er mars 1958 relatif à l'officier de réserve "séparé de l'armée", en se référant à la réglementation qui sera applicable aux officiers de carrière qui se trouveront dans cette même situation. Cette réglementation ne pourra être appliquée aux officiers de réserve que mutatis mutandis, en ce sens que la commission d'information et le conseil d'enquête dont il y est question devront être ceux qui sont prévus par le présent projet. Il serait, dès lors, préférable de rédiger cet article 33 de la manière suivante :

"Article 33.-

La réglementation relative aux officiers de carrière séparés de l'armée est applicable aux officiers de réserve; toutefois, la commission d'information et le conseil d'enquête dont il y est question, sont ceux prévus au chapitre V du présent arrêté".

Il y a lieu de noter que le texte néerlandais de l'article 33 donne des références à l'arrêté royal relatif aux officiers de carrière, différentes de celles qui sont prévues dans le texte français.

\+

\+ \+

.../...

CHAPITRE VII - SORTIE DU CADRE DE RESERVE.

Article 35.

Les liminaires des §§ 1er et 2 de l'article 35 gagneraient à être rédigés comme suit :

"§ 1er. Les officiers de réserve, à l'exception des officiers du personnel navigant de la force aérienne, cessent de faire partie du cadre de réserve à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

....

§ 2. Les officiers de réserve du personnel navigant de la force aérienne cessent de faire partie du cadre de réserve à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

.... ".

\+

\+ \+

Article 36.

L'article 36 fixe la situation militaire des officiers de réserve qui cessent d'appartenir au cadre de réserve par démission d'office du grade pour raison disciplinaire ou pour cause d'incapacité professionnelle, ou par retrait du grade résultant de l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal prononcée sans sursis; ils sont replacés soldat, matelot ou gendarme s'ils sont encore astreints à des obligations militaires.

/. .

Cet article ne fixe pas la situation de l'officier de réserve qui cesse de faire partie du cadre de réserve par démission volontaire. L'arrêté royal du 15 mars 1954 dispose en son article 30, alinéa 3, que dans cette hypothèse l'ancien officier de réserve reste inscrit sur les contrôles comme sergent ou maréchal des logis jusqu'à l'expiration de ses obligations militaires.

D'autre part, le projet d'arrêté royal relatif aux officiers de carrière prévoit que l'officier de carrière qui démissionne de son emploi est replacé soldat, matelot ou gendarme (article 45 du projet L.6222).

Si l'article 36 du projet ne prévoit pas cette hypothèse, l'officier de réserve dont la démission a été acceptée, sera normalement replacé dans un grade de sous-officier qu'il possédait avant d'être promu officier; une disposition comme celle de l'arrêté royal de 1954 , qui vient d'être cité, n'est pas nécessaire pour en décider ainsi. Mais il y aura, dès lors, un manque de concordance entre la situation de l'officier de carrière qui a démissionné de son emploi et celle de l'officier de réserve qui a fait de même. Si le Gouvernement entendait rétablir cette concordance, il y aurait lieu d'apporter à l'article 36 les modifications nécessaires.

Dans le texte néerlandais de cet article, il y a lieu de remplacer les mots "ontzetting van de rechten" par les mots "ontzetting van een der rechten".

\+

\+ \+

.../...

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES.

L'article 97 de la loi du 1er mars 1958 dispose:

"Lorsque l'armée est mobilisée, le Roi peut suspendre l'application des articles 13, alinéa 2, 28, alinéa 1er, 40, 42, 43, 54, 5° et 7°, 77, 80 et 92, alinéa 2".

Le Conseil d'Etat pose la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de prévoir dans le chapitre relatif aux dispositions finales, un article ayant trait à la suspension de certaines dispositions du projet en temps de mobilisation et en temps de guerre.

L'arrêté royal du 15 mars 1954 relatif au statut des officiers de réserve a pris une telle disposition en son article 37; il prévoit, de plus, notamment en ses articles 13 et 15, des dispositions spéciales pour le temps de guerre.

\+

\+ \+

Article 37.

L'arrêté royal du 10 octobre 1935 que l'article 37, 1°, du projet abroge, a été modifié par l'arrêté royal du 24 février 1939. Il y aurait, dès lors, lieu de rédiger le 1° de cet article de la manière suivante :

.../...

"1° L'arrêté royal du 10 octobre 1935 relatif aux officiers de réserve spécialistes et aux officiers de réserve commissionnés pour la durée de la mobilisation, modifié par l'arrêté royal du 24 février 1939".

La loi du 6 juillet 1935 instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée est abrogée par l'article 98, 8°, de la loi du 1er mars 1958. Cette loi a été exécutée non seulement par l'arrêté royal du 10 octobre 1935 que le projet abroge, mais également par un arrêté royal du 19 mai 1939 relatif au commissionnement des officiers de complément pour la durée de la mobilisation, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1939; ces deux arrêtés royaux n'ont cependant jamais été publiés. S'il entre dans les intentions du Gouvernement de les abroger, il y aurait lieu de compléter l'article 37 du projet.

L'arrêté du Régent du 19 octobre 1949 relatif aux rengagements des officiers de réserve, qui trouve sa base légale dans les diverses lois relatives aux officiers,

.../...

abrogées par la loi du 1er mars 1958, n'est pas abrogé explicitement par le projet. Il y aurait lieu de le faire si le Gouvernement estime que cet arrêté de 1949 est devenu sans objet, en raison de la nouvelle législation et des projets de réglementation.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van titel II van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren. Sommige bepalingen van het ontwerp zijn echter vastgesteld ter uitvoering hetzij van de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering der officieren van het aanvullingskader, hetzij van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren ; deze beide wetten zouden in de aanhef als volgt moeten worden vermeld :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 ... ;

Gelet op de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, inzonderheid op de artikelen 14 tot 16 ;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op artikel 19 ;

...".

\+

\+ +

HOOFDSTUK I. - WERVING EN TOEGANG TOT DE EERSTE OFFICIERSGRAAD.

Het opschrift van dit hoofdstuk kan beter als volgt worden gelezen :

"Werving en toegang tot de graad van reserveonderluitenant".

.../...

Artikel 1.

Het eerste lid van dit artikel moet worden onderzocht met inachtneming van artikel 64 van de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwet, dat bepaalt :

"De dienstplichtigen die beantwoorden aan de door de Minister van Landsverdediging gestelde vereisten, mogen op hun verzoek tot de reservekaders toegelaten worden. Zo het getal aanvragen beneden de behoeften blijft, kunnen zij verplicht worden zich voor die kaders te laten opleiden".

De Minister van Landsverdediging dus moet bepalen aan welke voorwaarden de dienstplichtigen moeten voldoen,willen zij tot de reservekaders worden toegelaten. De toelating tot deze kaders is in beginsel facultatief; zij is slechts verplicht indien het aantal aanvragen beneden de behoeften blijft.

Gelet op de tekst van de wet leze men artikel 1 als volgt :

"Artikel 1.-

De dienstplichtigen in werkelijke dienst kunnen op hun verzoek of desnoods ambtshalve worden aangewezen om een opleidingscyclus voor reserveofficieren te volgen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden waaraan zij hiervoor moeten voldoen.

.../...

Onderofficieren en kandidaat-onderofficieren van het actief kader die erom verzoeken, kunnen onder dezelfde voorwaarden worden aangewezen om die opleidingscyclus te volgen".

\+

\+ \+

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt aan welke voorwaarden beroepsofficieren wier ontslag is aanvaard, op pensioen gestelde beroepsofficieren en officieren komende uit het aanvullingskader moeten voldoen, willen zij in het reservekader worden opgenomen.

De bepalingen van dit artikel 2 stroken niet geheel met die van de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, noch met die van het ter uitvoering van die wet vastgestelde koninklijk besluit van 9 oktober 1954.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de officier "zijn aanvraag om naar het reservekader over te gaan, moet hebben ingediend, hetzij op het ogenblik dat hij zijn ontslag aanbiedt, hetzij op het ogenblik dat hij voor oppensioenstelling wordt voorgesteld", terwijl de wet van 14 juli 1951 bepaalt, dat de officier van het aanvullingskader in tal van andere gevallen naar het reservekader kan overgaan (artikelen 14 tot 16).

.../...

In de meeste gevallen zal de officier van het aanvullingskader niet in het reservekader opgenomen, maar wel opnieuw opgenomen worden, aangezien hij er vroeger deel van uitmaakte.

Waar dit artikel tenslotte in het laatste lid bepaalt : "De in dit artikel bedoelde officier gaat naar het kader der reserveofficieren over met zijn graad en zijn anciënniteit in die graad", treft het ontwerp ten aanzien van de officier van het aanvullingskader een maatregel die niet altijd zal overeenkomen met een andere op hem toepasselijke maatregel volgens welke "hem de anciënniteit en de graad worden verleend welke hij zou verkregen hebben,ware hij niet naar het aanvullingskader overgegaan" (artikelen 7, tweede lid, en 10, van het koninklijk besluit van 9 oktober 1951).

Uit deze opmerkingen blijkt dat het ontwerp in artikel 2 niet dient te spreken over de officieren van het aanvullingskader, aangezien voor hen bijzondere bepalingen bestaan. Eventueel nodige wijzigingen aan hun statuut moeten in het koninklijk besluit van 9 oktober 1951 worden ingevoegd.

Artikel 2 bepaalt dat de officier, om in het reservekader te worden opgenomen, moet :

"2° op lichamelijk, moreel en professioneel gebied geschikt bevonden zijn om in vredestijd en te velde de functies van zijn graad te vervullen".

.../...

Terwille van de overeenstemming met artikel 4, § 1, 4°, behoort deze bepaling zo te worden aangevuld, dat eruit blijkt hoe en door wie die geschiktheid zal worden beoordeeld.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Om in het reservekader te worden opgenomen moeten beroepsofficieren wier ontslag is aanvaard en op pensioen gestelde beroepsofficieren aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hun aanvraag om naar het reservekader over te gaan ingediend hebben,hetzij op het tijdstip dat zij ontslag indienen, hetzij op het tijdstip dat zij voor oppensioenstelling worden voorgedragen ;

2° lichamelijk, zedelijk en professioneel geschikt bevonden zijn om in vredestijd en te velde de functies van hun graad te vervullen; over die geschiktheid oordeelt de Minister van Landsverdediging na advies van de hiërarchische chefs.

De in dit artikel vermelde officieren gaan naar het kader der reserveofficieren over met hun graad en hun anciënniteit in die graad".

+
+ +

.../...

Artikel 3.

Dit artikel is de herhaling van artikel 19 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Het kan derhalve vervallen.

Artikel 3 spreekt niet over de hulpofficieren van het niet-varend personeel van de luchtmacht. Hun toestand is geregeld in artikel 21 van de wet van 23 december 1955.

Het komt de Regering toe te oordelen of voor hen een bepaling in dit ontwerp moet worden ingevoegd.

\+

\+ \+

Artikel 4.

Waar dit artikel in zijn § 1, 1°, bepaalt, dat hij die tot reserveonderluitenant wil worden benoemd, in disponibiliteit moet zijn gesteld, doelt het ontwerp op de dienstplichtige die tot reserveonderluitenant is aangesteld.

.../...

Aangezien het de bedoeling van de Regering is, de aangestelde onderluitenant tot onderluitenant te benoemen, niet alleen wanneer hij in disponibiliteit, maar eventueel ook wanneer hij wederopgeroepen is, behoort zulks nader te worden bepaald als volgt :

"1° als men dienstplichtige is, de bij de wet opgelegde werkelijke diensttijd beëindigd hebben; als men militair van het actief kader of een beroepsonderofficier is,met onbepaald verlof zijn of ontslag uit zijn ambt hebben verkregen".

Artikel 4, § 1, 3°, kan beter als volgt worden gelezen :

"3° met goed gevolg de opleidingscyclus voor kandidaat-reserveofficier hebben gevolgd, welke omvat :

a) een opleidingsperiode in een militaire oefeninrichting ;

b) een stage in een betrekking van onderluitenant of in een daarmede gelijkwaardige betrekking; deze stage kan een of meer wederoproepingen omvatten onder de door de Minister van Landsverdediging bepaalde voorwaarden".

De Nederlandse tekst van artikel 4, § 1, 4°, leze men als volgt :

"4° lichamelijk, zedelijk en professioneel geschikt bevonden zijn om de functies van officier uit te oefenen. Over deze geschiktheid oordeelt in laatste instantie de Minister van Landsverdediging, na advies van de hiërarchische chefs".

.../...

Artikel 4, § 2, van het ontwerp handelt over de aanstelling tot onderluitenant. Een duidelijker tekst zou worden verkregen als deze bepaling werd samengesmolten met die van artikel 5, over de intrekking van die aanstelling.

Volgens artikel 56 van de wet van 1 maart 1958 beoordeelt de Minister van Landsverdediging de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat niet alleen vóór diens benoeming, maar ook vóór zijn aanstelling. Aangezien de beoordeling van de kandidaat in herinnering wordt gebracht in artikel 4, § 1, 4°, behoort dit ook te worden gedaan in § 2, eerste lid.

Artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 bepaalt : "Tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers de la garde civique et de l'armée et, en général, tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque seront tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment dans la teneur qui suit : ...".

In het ontwerp bepaalt § 2, tweede lid, van artikel 4, dat "de dienstplichtige onderluitenant de eed aflegt die in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 is bepaald"; dit is alleen maar een herhaling van artikel 2 van evengenoemd decreet. Onder "officiers de l'armée" moeten, gelet op het algemeen karakter van de gebruikte bewoordingen, zowel worden verstaan reserveofficieren als beroepsofficieren. In die zin is het decreet van 20 juli 1831 altijd uitgelegd (M.O. van 16 januari 1945 houdende onderrichtingen betreffende de eedaflegging van officieren - A, 1°).

.../...

De Raad van State heeft reeds een soortgelijke opmerking gemaakt in zijn advies over het ontwerp dat de wet van 1 maart 1958 is geworden (zittijd 1956-1957, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl.doc. 681/1, blz 26).

Het tweede lid van § 2 van artikel 4 van het ontwerp kan derhalve vervallen.

\+

\+ +

Artikel 5.

Artikel 58 van de wet van 1 maart 1958 gelast de Koning met het vaststellen van de wijze waarop de aanstelling wordt ingetrokken. Het derde lid van dat artikel voegt er echter aan toe : "de intrekking is nochtans verplicht wanneer de dienstplichtige onderluitenant niet voldoet aan de voorwaarden die te vervullen blijven voor zijn benoeming in de graad van reserve-onderluitenant".

Artikel 5 van het ontwerp spreekt niet over de verplichte intrekking van de aanstelling, want het bedoelt alleen regelen te stellen voor de facultatieve intrekking. Het lijkt verkieslijk, al komt men dan tot herhaling van een wetsbepaling, er aan te herinneren dat de aanstelling ook verplicht kan worden ingetrokken.

De bepaling van artikel 5, tweede lid : "deze intrekking wordt Ons door de Minister van Landsverdediging voorgesteld in een gemotiveerd verslag dat op voorstel of na raadpleging van de hiërarchische meerderen wordt opgemaakt", is niet in overeenstemming met het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, waarover de Raad van State op 24 november 1958 advies heeft gegeven onder nr L.6330.

.../...

Artikel 2 van het ontwerp, zoals de Raad van State dit voorstelt, bepaalt dat de militaire commissie voor geschiktheid en reform onder meer is gelast :

"3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van in de graad van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen, alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken".

Zulk een bepaling is zo algemeen gesteld, dat zij toepassing vindt op de intrekking zowel van de aanstelling tot reserveonderluitenant als van de aanstelling tot beroepsonderluitenant.

Artikel 5, tweede lid, behoort derhalve te worden gewijzigd om met die bepaling in overeenstemming te worden gebracht.

Artikel 5, derde lid, bepaalt : "De Minister van Landsverdediging bepaalt de militaire toestand van de belanghebbende, rekening houdende met de redenen van de intrekking der aanstelling".

Aangezien het hier niet om willekeurige beslissingen kan gaan, behoort dit artikel te worden aangevuld met een bepaling volgens welke de Minister de criteria vaststelt voor het bepalen van de militaire toestand van iedere belanghebbende.

.../...

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 4, § 2, eerste lid, en artikel 5, als volgt samen te voegen :

"Artikel 5.-

§ 1. De dienstplichtige kandidaat reserve-officier kan tijdens de in artikel 4, 3°, b, voorgeschreven stage in de graad van reserveonderluitenant worden aangesteld, indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste 12 maanden werkelijke dienst hebben volbracht;

2° de zedelijke hoedanigheden bezitten die onontbeerlijk zijn voor de staat van officier; over deze hoedanigheden oordeelt de Minister van Landsverdediging, na advies van de hiërarchische chefs.

Voor aanstelling tot reserveonderluitenant van dienstplichtigen kandidaat reserveofficieren geneesheren, apothekers en tandartsen, hoeft aan de onder 1° gestelde voorwaarde niet te worden voldaan.

§ 2. De aanstelling van een dienstplichtige onderluitenant in de graad van reserveonderluitenant wordt ingetrokken wanneer hij niet voldoet aan de voorwaarden die nog te vervullen blijven om tot reserveonderluitenant te worden benoemd.

De aanstelling van een dienstplichtige onderluitenant in de graad van reserveonderluitenant kan worden ingetrokken :

.../...

1° wegens lichamelijke ongeschiktheid, op advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform;

2° wegens zedelijke of professionele ongeschiktheid, op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging dat op voorstel of na raadpleging van de hiërarchische chefs wordt opgemaakt; het advies van deze laatsten wordt mede ondertekend door de belanghebbende, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

§ 3. De Minister van Landsverdediging bepaalt de militaire toestand van degene wiens aanstelling in de graad van reserveonderluitenant is ingetrokken.

Hij neemt deze beslissing op grond van de redenen der intrekking volgens de criteria die hij bepaalt".

\+

\+ \+

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt :

"Iedere hiërarchische meerdere, wiens rang ten minste gelijkstaat met deze van korpscommandant, die oordeelt dat een reserveofficier bij een van zijn prestaties blijk heeft gegeven van beroepsonbekwaamheid, mag deze officier voor het ontslag van ambtswege uit de graad voorstellen.

Dit voorstel dient gestaafd door een omstandig verslag; voor het overige wordt de bij artikelen 23 en 24 voorgeschreven procedure gevolgd".

.../...

Deze bepaling is de uitvoering van artikel 59, 2°, van de wet van 1 maart 1958, volgens hetwelk de reserveofficier van ambtswege uit zijn graad kan worden ontslagen "indien hij tijdens zijn prestaties beroepsonbekwaamheid getoond heeft".

Deze maatregel moet worden genomen door de Koning, op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging.

De artikelen 23 en 24 van het ontwerp bepalen dat een omstandig verslag wordt opgemaakt, dat de hiërarchische chefs advies uitbrengen en dat de betrokken officier een verweerschrift mag indienen.

Bij artikel 6 van het ontwerp behoort een eerste opmerking te worden gemaakt. Het is niet op zijn plaats in hoofdstuk I, dat handelt over de werving en de toegang tot de eerste officiersgraad. Het zou een hoofdstuk op zich zelf moeten vormen met als opschrift : "Ontslag van ambtswege uit de graad wegens beroepsonbekwaamheid", welk hoofdstuk onmiddellijk zou kunnen volgen op het hoofdstuk betreffende de tuchtregeling.

Een tweede opmerking bij dit artikel : volgens artikel 31 van het ontwerp moet de onderzoeksraad die belast is met het uitbrengen van een advies in tuchtzaken die tot ontslag van ambtswege bij tuchtmaatregel kunnen leiden, uitspraak doen over de werkelijke toedracht van de ten laste gelegde feiten. Het kan gebeuren dat deze raad oordeelt, dat de feiten vaststaan maar geen tuchtzaak vormen doch slechts aantonen dat de betrokken officier beroepsonbekwaam is.

.../...

Het ontwerp van besluit betreffende de beroepsofficieren waarover de Raad van State op 26 juni 1958 (L. 6222) heeft geadviseerd, bepaalt dat, in zulk geval, de Minister aan de Koning een ontwerp van gemotiveerd besluit voorlegt dat de oppensioenstelling wegens ongeschiktheid uitspreekt.

In het ontwerp zou een soortgelijke bepaling moeten voorkomen, zoniet zou een strikte interpretatie van de teksten tot de conclusie kunnen leiden, dat de in de artikelen 23 en 24 voorgeschreven procedure moet worden herbegonnen ofschoon, als de onderzoeksraad zijn advies had gegeven, een volledíger procedure zou zijn gevolgd.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld, artikel 6 met de volgende bepaling aan te vullen :

"Wanneer de feiten welke de in hoofdstuk V bedoelde onderzoeksraad bevonden heeft vast te staan, niet onder de militaire tuchtregeling vallen, maar door de Minister van Landsverdediging worden beschouwd als een teken van de beroepsonbekwaamheid van de betrokken officier, dan legt hij Ons een ontwerp van gemotiveerd besluit voor waarbij het ontslag van ambtswege uit de graad wegens beroepsonbekwaamheid wordt uitgesproken, zonder dat de in het eerste lid bepaalde procedure hoeft te worden gevolgd".

Voor het overige leze men de Nederlandse tekst van artikel 6 als volgt :

.../...

"Iedere hiërarchische chef met een rang ten minste gelijk aan die van korpscommandant kan de reserve-officier, die hij bevindt blijk te geven van beroeps-onbekwaamheid in een van zijn prestaties, voor ontslag van ambtswege uit zijn graad voorstellen.

Dit voorstel wordt door een omstandig verslag gestaafd; voor het overige wordt de bij de artikelen 23 en 24 voorgeschreven procedure gevolgd".

+
+ +

HOOFDSTUK II. - VRIJWILLIGE PRESTATIES.

Artikel 7.

Volgens artikel 7, § 1, kan de toelating om te dienen ad nutum worden herroepen. Aangezien deze interpretatie niet strookt met die van de Regering, die bedoelt dat de toelating alleen kan worden ingetrokken als de officier geen voldoening schenkt, moet in de tekst op algemene wijze de reden van de intrekking worden aangegeven.

Voorts kan artikel 7 beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

§ 1. De reserveofficier die bij toepassing van artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958 wordt gemachtigd om te dienen, ondertekent een dienstverbintenis

.../...

voor één jaar, waarvan de eerste zes maanden als stage gelden.

De reserveofficier die tot het beroepskader, tot het aanvullingskader of tot het hulpkader van de luchtmacht heeft behoord, is van de stage vrijgesteld.

Tijdens de stage kan de Minister van Landsverdediging, indien het gedrag of de wijze van dienen van de reserveofficier geen voldoening schenkt, de machtiging om te dienen intrekken met vooropzegging van een maand.

§ 2. Na het advies van de hiërarchische chefs te hebben ingewonnen, kan de Minister van Landsverdediging binnen de door de wet gestelde grenzen de reserveofficier machtigen zijn dienstverbintenis op het einde van ieder dienstjaar te vernieuwen.

Wordt deze machtiging hem geweigerd, dan wordt dit de belanghebbende ten minste één maand vóór het verstrijken van de lopende dienstverbintenis medegedeeld.

§ 3. De reserveofficier die de in § 1 voorgeschreven stage heeft beëindigd, wordt op zijn verzoek binnen een termijn van één maand in disponibiliteit gesteld".

\+

\+ \+

Artikel 8.

Artikel 8, § 1, eerste en tweede lid, kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"De reserveofficier die bij toepassing van artikel 63 van de wet van 1 maart 1958 wordt gemachtigd om te dienen, kan te allen tijde, met opzegging van drie maanden , in disponibiliteit worden gesteld indien zijn gedrag of zijn wijze van dienen geen voldoening schenkt.

Deze termijn wordt tot 1 maand verkort voor gewezen officieren van het beroepskader of van het aanvullingskader en voor gewezen hulpofficieren van de luchtmacht".

Artikel 8, § 1, derde lid, bepaalt : "de opzeggingstermijn mag verkort en zelfs weggelaten worden als het voor de tucht of de goede werking van de dienst gevaarlijk blijkt betrokkene in werkelijke dienst te houden".

Zulk een bepaling, ingevoegd in artikel 8, § 1, kan alleen toepassing vinden op de termijnen van drie maand en van een maand, waarvan in die paragraaf sprake is.

Aangezien de bedoeling van de Regering is, dat die bepaling toepassing vindt op artikel 7 van het ontwerp, zou dit lid in de vorm van een afzonderlijk artikel als volgt moeten worden gelezen :

"De opzeggingstermijnen waarvan sprake is in artikel 7, § 1, en in artikel 8, § 1, kunnen verkort worden en zelfs vervallen als het voor de tucht of de goede werking van de dienst gevaarlijk blijkt de reserveofficier in werkelijke dienst te houden".

\+

\+ +

.../...

De Raad van State vraagt zich af of de bepalingen van hoofdstuk II geen overgangsmaatregelen noodzakelijk maken ten behoeve van reserveofficieren die thans wederoproepingen van lange duur verrichten. Dergelijke voorzieningen zouden moeten worden ingevoegd in hoofdstuk VIII van het ontwerp.

\+

\+ \+

HOOFDSTUK III. - DE KORPSEN.

Artikel 10.

Artikel 10, § 2, van het ontwerp heeft betrekking op de overplaatsing van ambtswege van een reserveofficier van het ene naar het andere krijgsmachtdeel of, in een zelfde krijgsmachtdeel, van het ene korps naar het andere.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte toelichting moet onder "overplaatsing van ambtswege" niet alleen worden verstaan de overplaatsing bedoeld in artikel 74, § 2, van de wet van 1 maart 1958, maar ook de overplaatsing welke de Koning bij toepassing van artikel 31 van dezelfde wet kan bevelen "wanneer een nieuwe verdeling van de officieren ingevolge een wijziging in de organisatie der krijgsmachtdelen moet plaats hebben".

Zoals voor de beroepsofficieren (artikel 38 van de wet van 1 maart 1958), leiden deze overplaatsingen in geen van beide gevallen tot verlies van anciënniteit.

.../...

Daarom wordt voorgesteld artikel 10, § 2, als volgt te lezen :

"§ 2. De reserveofficier die van ambtswege van een krijgsmachtdeel naar een ander of, in een zelfde krijgsmachtdeel, van een korps naar een ander wordt overgeplaatst bij toepassing van de artikelen 31 en 74, § 2, van de wet van 1 maart 1958, gaat over met zijn graad en anciënniteit van onderluitenant; .... (voorts zoals in het ontwerp)".

\+

\+ +

Terwille van de overeenstemming met de soortgelijke bepalingen die op beroepsofficieren toepassing vinden (ontwerp L. 6222, artikel 23, zoals het is voorgesteld door de Raad van State),behoort § 3 van artikel 10 als volgt te worden gelezen :

"§ 3. De officier die door de in § 1 of § 2 bedoelde rangschikking zou komen te staan bij de officieren met een lagere graad dan de zijne, zal voorlopig gerangschikt worden na de officieren van zijn graad tot aan de benoeming in die graad van alle officieren van zijn korps, die op dezelfde datum als hij benoemd werden in de graad van onderluitenant, die een normale loopbaan volgen en die meer betrekkelijke anciënniteit hebben dan hijzelf; op dat tijdstip wordt hij onder de officieren van zijn graad gerangschikt.

De officier die door de in § 1 of § 2 bedoelde rangschikking zou komen te staan bij de officieren met een hogere graad dan de zijne, zal voorlopig gerangschikt worden vóór de officieren van zijn graad totdat hij in

.../...

de hogere graad bevorderd wordt; op dat tijdstip wordt hij onder de officieren van zijn graad gerangschikt".

\+
\+ \+

HOOFDSTUK IV. - ANCIENNITEIT VOOR DE BEVORDERING IN GRAAD. BEVORDERING IN GRAAD.

Artikel 11.

Artikel 11, § 4, bepaalt :

"De Koning kan in het benoemingsbesluit een anciënniteitsrang vaststellen die aanvang neemt op een vroegere datum dan deze van de benoeming, inzonderheid om de reserveofficieren, die uit het kader der beroepsofficieren komen en er voorbijgegaan werden, de rang te geven die zij zouden bekleed hebben, moesten zij in het kader der beroepsofficieren een bevordering bekomen hebben".

De vraag is gewettigd of zulke bepaling niets toevoegt aan artikel 78 van de wet van 1 maart 1958 dat, om geen afbreuk te doen aan het beginsel van de benoeming tot lager officier volgens anciënniteit, de Koning heeft gemachtigd de anciënniteitsrangorde, als zij bij benoemingen niet kon worden in acht genomen, met terugwerkende kracht te herstellen.

Het antwoord moet ontkennend luiden, want artikel 75 van die wet machtigt de Koning om de anciënniteit voor bevordering tot gelijk welke graad vast te stellen; ten aanzien van de graden van lager officier

.../...

eerbiedigt de Koning door artikel 11, § 4, het beginsel van de benoeming volgens anciënniteit, dat is neergelegd in artikel 78 van die wet.

Terwille van de vereenvoudiging wordt voorgesteld, in artikel 11, § 4, te herinneren aan de bevoegdheid welke artikel 78, derde lid, van de wet van 1 maart 1958 aan de Koning toekent. Deze § 4 kan derhalve als volgt worden gelezen :

"§ 4. Ten einde de reserveofficier in zijn anciënniteitsrang te herstellen, kan de Koning met terugwerkende kracht benoemen :

1° de reserveofficier die wegens bijzondere omstandigheden niet tot een graad van lager officier kon worden bevorderd toen hij hiervoor volgens zijn anciënniteit in aanmerking kwam;

2° de reserveofficier, gewezen beroepsofficier, die in het kader der beroepsofficieren was voorbijgegaan".

Artikel 11, § 5, stelt voor sommige reserveofficieren die tot het kader der beroepsofficieren hebben behoord of als hulpofficieren bij de luchtmacht hebben gediend, een fictieve anciënniteit als onderluitenant in het vooruitzicht. Zulke bepaling is noodzakelijk omdat bevordering in het beroepskader of in het kader der hulpofficieren van de luchtmacht vlugger geschiedt dan in het reservekader.

.../...

Is dit echter waar voor de officieren bedoeld in dit artikel 11, § 5, dan is het dit ook voor beroepsofficieren die naar het reservekader overgaan ingevolge oppensioenstelling; het is ook waar voor hulpofficieren wier dienstverbintenis beëindigd is, en tenslotte nog voor officieren van het aanvullingskader die in het reservekader zijn opgenomen bij toepassing van de artikelen 14 tot 16 van de wet van 14 juli 1951.

Volledigheidshalve zou artikel 11, § 5, als volgt moeten worden gelezen :

"§ 5. Op het tijdstip dat een beroepsofficier, een hulpofficier van de luchtmacht of een officier van het aanvullingskader overgaat naar het kader der reserveofficieren, wordt hem, met het oog op bevordering, een nieuwe anciënniteit als onderluitenant toegekend, gelegen tussen die van de officier welke hem voorgaat en die van de officier die hem onmiddellijk volgt in zijn graad".

\+

\+ +

Artikel 12.

De eerste zin van § 1, artikel 12, zou een afzonderlijke paragraaf moeten vormen; hij mag geen geheel vormen met de andere bepalingen van die paragraaf.

.../...

De tweede volzin van § 1 zou een als volgt beginnende § 2 moeten vormen :

"Reserveofficieren kunnen eerst tot de hogere graad bevorderd worden nadat daartoe zijn bevorderd de beroepsofficieren ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

\+

\+ +

De tweede bepaling van § 1 stelt een beginsel, waarvan de paragrafen 2 en 3 afwijken. Deze beide paragrafen zouden er dus maar één moeten vormen, als volgt :

"§ 3. In afwijking van § 2 :

1° mag, vanaf de graad van kapitein, de bevordering van reserveofficieren geneesheren, apothekers en tandartsen op hetzelfde tijdstip plaatshebben als die van ... (voorts als in § 2 van het ontwerp) ...;

2° wat betreft de reserveofficieren die houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde en die, vooraleer als dienstplichtige in dienst te treden, in één van de takken van geneeskunde welke de Minister van Landsverdediging voor het leger nuttig acht, een door de Raad van de Orde der geneesheren erkende titel van specialist hebben behaald, mag de bevordering, vanaf de graad van commandant, op hetzelfde tijdstip plaats hebben als ... (voorts als in § 3 van het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Artikel 13.

§ 2, tweede lid, en § 3, eerste lid, van artikel 13 van het ontwerp, die over dezelfde stof handelen,

.../...

zouden in één paragraaf moeten worden samengevoegd.

Volgens § 3, eerste lid, van het ontwerp, kan de bevordering van de reserveofficier die kandidaat is voor een graad van lager officier, om redenen van disciplinaire of professionele aard worden vertraagd. Artikel 78 van de wet van 1 maart 1958 zegt immers : "de graden van lager officier worden naar anciënniteit verleend aan de officieren die aan de door de Koning bepaalde geschiktheidsvereisten voldoen". Hieruit volgt dat de bevordering van officieren die aan deze vereisten niet voldoen, kan worden vertraagd.

De wet bepaalt echter niet uitdrukkelijk hoe de kandidatuur van de officier die werd voorbijgegaan, opnieuw moet worden onderzocht. Bij ontstentenis van een tekst moet worden aangenomen dat die officier bij de volgende bevorderingen tot die graad steeds kandidaat blijft, totdat hij de grensleeftijd bereikt of om een andere reden wordt uitgesloten (R.S. KOKELBERGH, 4 december 1953, verz. BAEYENS en DUMONT, blz. 1480); ook moet worden aangenomen dat de kandidatuur opnieuw moet worden onderzocht wanneer een nieuw feit zich heeft voorgedaan (R.S. MATHIEU, 13 juni 1952, verz. BAEYENS en DUMONT, blz. 607).

Voor beroepsofficieren bepaalt artikel 39, § 2, van de wet van 1 maart 1958, dat de kandidatuur van de officier die voorbijgegaan is, opnieuw kan worden onderzocht en dat een laatste onderzoek plaats heeft in het vijfde jaar te rekenen van het eerste onderzoek ervan; het artikel voegt eraan toe, dat de officier die na dit laatste onderzoek niet bevorderd is, niet langer voor bevordering in aanmerking komt.

.../...

Wil de Regering een soortgelijke bepaling vaststellen voor reserveofficieren, dan behoort de tekst van artikel 13, § 3, eerste lid, te worden aangevuld.

Door samenvoeging van § 2, tweede lid, en § 3, eerste lid, kan dit laatste worden vereenvoudigd.

Met inachtneming van de opmerking over het nieuwe onderzoek van de kandidatuur van de officier die voorbijgegaan is, wordt voorgesteld § 3 van artikel 13 als volgt te lezen :

"§ 3. De geschiktheid en de verdiensten van de reserveofficier die kandidaat is voor een graad van lager officier, worden door de Minister van Landsverdediging beoordeeld na raadpleging van de hiërarchische chefs; ieder ongunstig advies van deze laatsten wordt geviseerd door de belanghebbende, die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

De bevordering van reserveofficieren die kandidaat zijn voor een graad van lager officier, kan worden vertraagd als hun gedrag of hun wijze van dienen geen voldoening schenkt, of als een tuchtstraf of een tuchtmaatregel op hen is toegepast.

De kandidatuur van een voorbijgegaan officier voor de graad van lager officier kan opnieuw worden onderzocht ; een laatste onderzoek heeft plaats in het

.../...

vijfde jaar te rekenen van het eerste onderzoek ervan. De officier die na dit laatste onderzoek niet is bevorderd, komt niet langer voor bevordering in aanmerking".

Paragraaf 3, tweede lid, van hetzelfde artikel 13 zou een afzonderlijke paragraaf kunnen worden. De volgende lezing wordt voorgesteld :

"§ 4. Paragraaf 3 vindt toepassing voor de benoeming tot reserveonderluitenant van officieren die in de graad van reserveonderluitenant zijn aangesteld".

\+

\+ +

Artikel 14.

Artikel 14 van het ontwerp bepaalt, dat de kandidaturen voor de graden van opperofficier of hoofdofficier "voor onderzoek aan een bevorderingscomité" moeten worden voorgelegd.

.../...

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, vindt de regeling betreffende de in het statuut der beroepsofficieren bedoelde bevorderingscomités toepassing.

Artikel 14 behoort derhalve als volgt te worden gelezen :

"Artikel 14.-

Kandidaturen voor de graden van opperofficier en hoofdofficier van het reservekader worden aan de bevoegde bevorderingscomités voorgelegd volgens de regeling die toepassing vindt op beroepsofficieren".

\+

\+ +

Artikel 15.

Artikel 15, § 2, 1°, bepaalt dat "van de examens van kandidaat-reservemajoor is vrijgesteld :

1° onder dezelfde voorwaarden als de beroepsofficieren, de reserveofficier, houder van één der in artikel 40 van de wet van 1 maart 1958 bedoelde brevetten ...".

De bepaling dat reserveofficieren vrijgesteld worden "onder dezelfde voorwaarden als beroepsofficieren" doet verschillende vragen rijzen.

.../...

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de beroepsexamens opgelegd aan de officieren van het actief kader met het oog op hun bevordering tot de graad van majoor, waarover de Raad van State op 12 januari 1959 advies heeft gegeven (L.6506), stelt voor officieren, houders van sommige brevetten, gehele of gedeeltelijke vrijstelling in het vooruitzicht. Opdat aan kandidaat-reservemajoors gedeeltelijke vrijstelling kan worden verleend onder dezelfde voorwaarden als aan beroeps-officieren, ware té bepalen, zoals in artikel 13 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954, dat het programma der vakexamens hetzelfde is voor beide officierenkaders.

Na te hebben bepaald dat de examenprogramma's gelijk zijn, zegt artikel 13 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 : "Niettemin kan de Minister van Landsverdediging voor sommige wapens, diensten of categorieën met welbepaalde specialiteiten, het beroeps-examen van reservemajoor tot de kennis van één dier specialiteiten beperken".

Deelt de Regering de zoëven uiteengezette zienswijze, dan zou zulke bepaling in het ontwerp moeten worden opgenomen.

.../...

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de examens voor beroepsmajoor (ontwerp L.6506) bepaalt ook dat vrijstelling van sommige examengedeelten kan worden toegestaan aan kandidaat-majoors van de gezondheidsdienst, die lid zijn van een academie of geaggregeerde van het hoger onderwijs.

Moet zulke vrijstelling ook niet worden opgenomen in dit ontwerp ?

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 15, § 1 en § 2, als volgt worden gelezen :

"Artikel 15.-

'§ 1. Om in de reserve tot kapitein, majoor, luitenant-kolonel, kolonel en generaal-majoor te kunnen worden bevorderd, moet de reserveofficier vakexamens afleggen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van die examens.

Het programma van de vakexamens voor bevordering tot reservemajoor is echter hetzelfde als dat van de vakexamens voor bevordering tot beroepsmajoor ; niettemin kan de Minister van Landsverdediging voor sommige korpsen met welbepaalde specialiteiten, het vakexamen van reservemajoor tot de kennis van één dier specialiteiten beperken.

§ 2. Reserveofficieren die voldoen aan de voorwaarden welke aan beroepsofficieren gesteld worden om gehele of gedeeltelijke vrijstelling te krijgen van de vakexamens voor bevordering tot majoor, verkrijgen die vrijstelling voor de bevordering tot reservemajoor.

.../...

Reserveofficieren die uit het kader der beroepsofficieren komen, zijn vrijgesteld van de vakexamens voor bevordering tot majoor indien zij voor deze examens geslaagd zijn als kandidaat-beroepsmajoor; zij worden vrijgesteld van de taalexamens indien zij voor deze examens zijn geslaagd als kandidaat-beroepsmajoor".

Artikel 15, § 3, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 3. De reserveofficier die uit het kader der beroepsofficieren komt en in dit kader definitief is afgewezen bij de vakexamens voor bevordering tot majoor, kan niet meer deelnemen aan de examens voor bevordering tot reservemajoor.

Is hij, in het beroepskader, definitief afgewezen bij de taalexamens voor bevordering tot majoor, dan kan hij de taalexamens voor bevordering tot reservemajoor afleggen".

Krachtens artikel 15, § 4, kan de Minister gewezen beroeps- en hulpofficieren van sommige examens vrijstellen. Wil de Regering dezelfde vrijstelling verlenen aan gewezen officieren van het aanvullingskader, dan moet deze paragraaf worden aangevuld.

\+

\+ \+

Artikel 15, § 4, kan overigens beter als volgt worden gelezen :

"§ 4. De Minister van Landsverdediging kan de reserveofficier die uit het kader der beroepsofficieren, uit dat der officieren van het aanvullingskader of uit dat der hulpofficieren van de luchtmacht komt, gehele of gedeeltelijke vrijstelling verlenen van de examens voor bevordering tot kapitein, luitenant-kolonel, kolonel en generaal-majoor van het reservekader.

De Minister van Landsverdediging bepaalt volgens welke regelen die vrijstelling wordt verleend; vrijstelling van de examens voor bevordering tot luitenant-kolonel, kolonel en generaal-majoor kan echter alleen worden verleend na raadpleging van het bevorderingscomité dat bevoegd is om advies uit te brengen over de kandidatuur voor die graad".

\+

\+ +

Artikelen 16 en 17.

De Nederlandse tekst van deze artikelen leze men als volgt :

"Artikel 16.-

§ 1. De reserveofficier die twee jaar na de normale datum waarop hij tot de hogere graad had kunnen worden bevorderd, de prestaties niet heeft verricht en het examen niet heeft afgelegd welke voor de bevordering tot deze graad vereist zijn, wordt geacht voorgoed van bevordering te hebben afgezien ...(voorts als in het ontwerp) ...

.../...

De Minister van Landsverdediging mag langere termijnen vaststellen ten behoeve van reserveofficieren die verblijf houden in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland, alsook voor militaire magistraten en griffiers.

§ 2. De reserveofficier die uit het kader der beroepsofficieren komt en die van bevordering heeft afgezien terwijl hij tot dat kader behoorde, mag in het reservekader niet meer mededingen voor de bevordering. Mocht deze officier zich nochtans ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 17.-

Officieren die krachtens de bepalingen van artikel 7 dienst doen, mogen tijdens die dienstverbintenis niet tot een graad van hoofd- of opperofficier bevorderd worden".

\+

\+ +

Artikel 18.

Artikel 18, § 1, kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 18.-

§ 1. Tot een hogere graad dan reserveluitenant-kolonel kunnen niet worden bevorderd :

.../...

1° de reserveofficier die is aangeworven op grond van artikel 54 van de wet van 1 maart 1958 ;

2° de reserveofficier die uit het kader der beroepsofficieren, uit dat der officieren van het aanvullingskader of uit dat der hulpofficieren van de luchtmacht komt, en naar het reservekader is overgegaan met een graad van lager officier ;

3° de reserveofficier van de zeemacht die in het reservekader is getreden op grond van de bijzondere aanwerving bedoeld in artikel 38 van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht".

\+

\+ \+

HOOFDSTUK V.- TUCHTREGELING.

Artikel 20.

Artikel 20, § 1, eerste lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 20.-

In vredestijd voert de beroepsofficier het bevel over de reserveofficieren van dezelfde graad, ongeacht hun anciënniteit in die graad".

.../...

Artikel 20, § 1, derde lid, vindt, volgens de termen zelf ervan, alleen toepassing op reserveofficieren "die uit de rangen der dienstplichtigen komen". Uit de aan de Raad van State verstrekte toelichting blijkt, dat deze formule te beperkt is en dat dit lid toepassing moet vinden op alle reserveofficieren die prestaties verrichten als bedoeld in artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958.

Om deze bedoeling tot uiting te brengen, behoort artikel 20, § 1, derde lid, als volgt te worden gelezen :

"De reserveofficier die prestaties verricht als bedoeld in artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958, voert het bevel over de officieren met dezelfde graad, zodra hij, zo hij daartoe gehouden is, de bijxartikel 7, § 1, van dit besluit voorgeschreven stage heeft gedaan".

Artikel 20, § 2, zegt hoe "in oorlogstijd" de ondergeschiktheid is geregeld. Uit die tekst blijkt dat ook de mobilisatie van de krijgsmacht als oorlogstijd wordt aangemerkt. Het is derhalve raadzaam het begin van dit artikel te stellen zoals dat van artikel 15, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 :

.../...

"In tijd van oorlog en van mobilisatie van de krijgsmacht wordt de ondergeschiktheid als volgt geregeld :

...".

In zijn advies (L.4038 van 3 februari 1954) over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 15 maart 1954 betreffende het statuut der reserveofficieren is geworden, heeft de Raad van State reeds opgemerkt dat de regelen inzake ondergeschiktheid welke op de reserveofficieren toepassing vinden, verschillen van die van het tuchtreglement. Een zelfde opmerking moet worden gemaakt bij artikel 20 van het ontwerp.

De in dit artikel bepaalde regelen inzake ondergeschiktheid zijn niet dezelfde als die van artikel 1, b, van het tuchtreglement zoals dit is goedgekeurd door het koninklijk besluit van 30 mei 1916; zij verschillen ook van die van artikel 1,b, van de tekst van dit reglement zoals hij in 1945 is herdrukt.

Aan de afdeling wetgeving is dan ook een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de militaire tucht voor advies voorgelegd; het heft onder meer de zoëven vermelde bepalingen van het tuchtreglement op.

+

\+ +

.../...

Artikel 21.

Artikel 21 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 21.-

§ 1. De waarschuwing of de blaam wordt uitgesproken door de korpscommandant, door een hogere hiërarchische autoriteit, of door de territoriale autoriteiten, ten aanzien van de reserveofficier in disponibiliteit die aan zijn plichten te kort komt.

§ 2. De berisping wordt door de Minister van Landsverdediging hetzij ambtshalve, hetzij op voorstel van één der in § 1 vermelde autoriteiten, uitgesproken ten aanzien van de reserveofficier in disponibiliteit die ernstig aan zijn plichten te kort komt.

§ 3. Zijn de hem ten laste gelegde feiten ernstig en niet met de staat van officieren overeen te brengen, dan kan de reserveofficier in disponibiliteit uit zijn graad worden ontslagen onder in de artikelen 22 tot 31 bepaalde voorwaarden".

\+

\+ +

Artikel 29.

Om niet te moeten verwijzen naar een bepaling van het koninklijk besluit betreffende het statuut der beroepsofficieren, die immers steeds kan worden gewijzigd, verdient het aanbeveling artikel 29, § 1, als volgt te lezen :

.../...

" § 1. De onderzoeksraad wordt voorgezeten door de officier die de onderzoeksraad voor beroepsofficieren voorzit".

Door in artikel 29, § 2, te bepalen dat de reserveofficieren die lid zijn van de onderzoeksraad, "behoudens onmogelijkheid, van dezelfde wervingsoorsprong moeten zijn als de betrokken officier", kent het ontwerp aan die officier een waarborg toe.

Toch schijnt zulke bepaling de Minister van Landsverdediging de grootste vrijheid te laten om te oordelen of het al dan niet onmogelijk is reserveofficieren die aan deze voorwaarden voldoen bijeen te brengen.

Volgens de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State, "sluit elke regel die "in beginsel" geldt, een willekeurige beslissing uit, ook al worden de redenen waarom uitzondering is gemaakt, door de bevoegde overheid discretionair beoordeeld" (R.S. COUCKE, 12 juli 1957, nr 5772); uit deze rechtspraak volgt dat elke afwijking moet worden gemotiveerd of ten minste moet steunen op motieven die uit het dossier blijken.

Deze rechtspraak zou toepassing vinden in de onder artikel 29, § 2, bedoelde gevallen.

.../...

Bijgevolg moeten de gevallen waarin zulke onmogelijkheid bestaat, worden omschreven, of moet worden bepaald dat de Minister zijn beslissing om geen reserveofficieren uit dezelfde werving als de betrokken officier als lid aan te wijzen, dient te motiveren.

In het tweede geval, dat gelukkiger schijnt, kan § 2 als volgt worden gelezen :

"§ 2. Wanneer de Minister van Landsverdediging de vorming van een onderzoeksraad beveelt, dan wijst hij een beroepsofficier en drie reserveofficieren als leden aan; deze leden, alsook een plaatsvervanger voor ieder van hen, worden door de Minister van Landsverdediging gekozen uit een lijst van zestien namen welke de voorzitter van de onderzoeksraad hem voorlegt.

De reserveofficieren die lid of plaatsvervangend lid van de onderzoeksraad zullen zijn, moeten uit dezelfde werving komen als de betrokken officier; de Minister van Landsverdediging kan van deze regel alleen afwijken bij een beslissing welke gemotiveerd is door de onmogelijkheid tijdig reserveofficieren bijeen te brengen die aan deze voorwaarde voldoen".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 30.

Om niet te moeten verwijzen naar de bepalingen van het koninklijk besluit betreffende het statuut der beroepsofficieren, die steeds kunnen worden gewijzigd, verdient het aanbeveling artikel 30 als volgt te lezen :

"Artikel 30.-

De oproeping van de betrokken officier om voor de onderzoeksraad te verschijnen, de wraking van de leden van die raad, de voor die raad te volgen procedure en de kennisgeving van zijn beslissingen, worden geregeld overeenkomstig de verordeningsbepalingen betreffende de onderzoeksraad voor beroepsofficieren".

\+

\+ \+

HOOFDSTUK VI. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 32.

Door te bepalen dat de regeling inzake ereraden voor beroepsofficieren toepassing vindt op reserveofficieren, maakt het ontwerp onder meer ook de bepalingen betreffende de samenstelling van die ereraden toepasselijk.

.../...

Van de ereraad die het geval van een reserve-officier behandelt, zal slechts een van de leden reserve-officier zijn; de overige leden zullen beroepsofficieren zijn.

Is de Regering voornemens een andere samenstelling te geven aan de ereraad die kennis moet nemen van feiten, welke een of meer reserveofficieren in disponibiliteit ten laste worden gelegd, dan behoort artikel 32 dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 32, tweede lid, bepaalt :

"De reserveofficier die zetelt in een ereraad moet, tenzij zulks onmogelijk is, van dezelfde wervingsoorsprong zijn als de officier wiens geval bij de raad aanhangig werd gemaakt".

Bij deze bepaling is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 29, § 2. Dit lid kan derhalve als volgt worden gelezen :

"De reserveofficier die in de ereraad zitting heeft wanneer het geval van een reserve-officier wordt behandeld, moet uit dezelfde werving komen als de betrokken officier; van die regel kan alleen worden afgeweken bij een beslissing welke gemotiveerd is door de onmogelijkheid tijdig een reserveofficier aan te wijzen die aan deze voorwaarde voldoet".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 33.

Dit artikel strekt tot uitvoering van artikel 72 van de wet van 1 maart 1958, dat betrekking heeft op de officier die "van het leger gescheiden is", onder verwijzing naar de regeling die toepassing vindt ten aanzien van beroepsofficieren die zich in dezelfde toestand bevinden. Deze regeling kan alleen mutatis mutandis op reserveofficieren worden toegepast, in die zin dat de aldaar bedoelde informatiecommissie en onderzoeksraad die moeten zijn welke het onderhavig ontwerp instelt. Het verdient derhalve aanbeveling artikel 33 als volgt te lezen.

"Artikel 33.-

De regeling betreffende beroepsofficieren die van het leger zijn gescheiden, vindt toepassing op reserveofficieren ; de in die regeling bedoelde informatiecommissie en onderzoeksraad zijn evenwel die van hoofdstuk V van dit besluit".

Vermeld moge worden, dat de Nederlandse tekst van artikel 33 naar andere artikelen van het koninklijk besluit betreffende het statuut van de beroepsofficieren verwijst dan de Franse.

+

\+ +

.../...

HOOFDSTUK VII.- UITTREDEN UIT HET RESERVE-KADER.

Artikel 35.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 35.-

§ 1. Reserveofficieren, met uitzondering van officieren van het varend personeel van de luchtmacht, houden op tot het reservekader te behoren op het einde van het kwartaal tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van :

1° 61 jaar voor luitenant-generaals, alsook voor generaal-majoors, voormalige generaal-majoors van het actief kader ; 59 jaar voor de andere generaal-majoors ;

2° 58 jaar voor kolonels, alsook voor luitenant-kolonels en majoors van de rijkswacht ;

3° 57 jaar voor de andere luitenant-kolonels en majoors ;

4° 57 jaar voor kapiteins-commandanten en kapiteins van de rijkswacht ;

5° 54 jaar voor andere kapiteins-commandanten en kapiteins ;

.../...

6° 45 jaar voor luitenants en onderluitenants.

§ 2. Reserveofficieren van het varend personeel der luchtmacht houden op tot het reservekader te behoren op het einde van het kwartaal tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van :

1° 58 jaar voor luitenant-generaals en de generaal-majoors ;

2° 56 jaar voor kolonels ;

3° 54 jaar voor luitenant-kolonels ;

4° 52 jaar voor majoors ;

5° 48 jaar voor kapiteins-commandanten en kapiteins ;

6° 45 jaar voor luitenants en onderluitenants".

\+

\+ +

Artikel 36.

Dit artikel bepaalt de militaire toestand van reserveofficieren die ophouden tot het reserkader te behoren door ontslag van ambtswege uit de graad ingevolge een tuchtmaatregel of wegens beroepsongeschiktheid, of door ontneming van de graad ten gevolge van de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek; als zij nog militaire verplichtingen hebben, worden zij tot de rang van soldaat, matroos of rijkswachter teruggeplaatst.

.../...

Het artikel bepaalt niet de militaire toestand van de reserveofficier die ophoudt tot het reservekader te behoren door vrijwillige ontslagneming. Artikel 30, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 bepaalt dat de gewezen reserveofficier in dat geval tot het einde van zijn militaire verplichtingen als sergeant of wachtmeester op de stamlijsten blijft ingeschreven.

Anderzijds bepaalt het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de beroepsofficieren dat de beroepsofficier die ontslag neemt uit zijn ambt, wordt verlaagd tot soldaat, matroos of rijkswachter (artikel 45 van het ontwerp L.6222).

Voorziet artikel 36 van het ontwerp niet in dit geval, dan zal de reserveofficier wiens ontslag is aanvaard, normaal worden teruggeplaatst tot een rang van onderofficier welke hij bezat vóór hij tot officier werd bevorderd ; hiertoe is geen bepaling vereist als de zoëven aangehaalde bepaling van het koninklijk besluit van 1954. Er zal dan echter geen overeenstemming zijn tussen de toestand van de beroepsofficier die ontslag heeft genomen en de toestand van de reserveofficier die hetzelfde heeft gedaan. Wil de Regering dat die bepalingen opnieuw overeenstemmen, dan behoort artikel 36 in die zin te worden gewijzigd.

In de Nederlandse tekst van dit artikel leze men "ontzetting van een der rechten" in plaats van "ontzetting van de rechten".

\+

\+ \+

.../...

HOOFDSTUK VIII.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt:

"Wanneer het leger gemobiliseerd is, kan de Koning de toepassing schorsen van de artikelen 13, tweede lid, 28, eerste lid, 40, 42, 43, 54, 5° en 7°, 77, 80 en 92, tweede lid".

De Raad van State vraagt zich af of in het hoofdstuk betreffende de slotbepalingen niet een artikel moet worden ingevoegd waarin wordt gezegd dat sommige bepalingen van het ontwerp gedurende de mobilisatie en in oorlogstijd worden geschorst.

Het koninklijk besluit van 15 maart 1954 betreffende het statuut der reserveofficieren bevat zulke bepaling in artikel 37 ; bovendien bevat het, onder meer in de artikelen 13 en 15, bijzondere bepalingen die in tijd van oorlog toepassing vinden.

\+

\+ \+

Artikel 37.

Het koninklijk besluit van 10 oktober 1935, hetwelk artikel 37, 1°, van het ontwerp opheft, is gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 februari 1939. De tekst onder 1° van dit artikel behoort derhalve als volgt te worden gelezen :

.../...

"1° Het koninklijk besluit van 10 oktober 1935 betreffende de reserveofficieren-specialisten en de voor de duur van de mobilisatie aangestelde reserveofficieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 februari 1939".

De wet van 6 juli 1935 waarbij de toekenning van graden bij aanstelling in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd, is opgeheven door artikel 98, 8°, van de wet van 1 maart 1958. Deze wet is niet alleen uitgevoerd door het koninklijk besluit van 10 oktober 1935 hetwelk het ontwerp opheft, maar ook door een koninklijk besluit van 19 mei 1939 betreffende de aanstelling van officieren van het aanvullingskader voor de duur van de mobilisatie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 1939; deze beide besluiten zijn echter nooit bekendgemaakt. Wil de Regering ze ook opheffen, dan behoort artikel 37 van het ontwerp te worden aangevuld.

Het besluit van de Regent van 19 oktober 1949 betreffende de diensttherneming van de reserveofficieren, dat zijn rechtsgrond vindt in de verschillende door de wet van 1 maart 1958 opgeheven wetten betreffende de officieren, wordt door het ontwerp niet uitdrukkelijk opgeheven. Dit is nochtans nodig als de Regering oordeelt dat het besluit van 1949 ingevolge de nieuwe wetgeving en de nieuw ontworpen regelingen overbodig is geworden.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.